

La démocratie se fait-elle dans la rue ?

Emmanuel Macron a déclaré à CNN « la démocratie, ce n'est pas la rue ». A Namur, ce mercredi, la CGSP wallonne a manifesté tandis que des actions ont été menées aux TEC.

« Manifester n'a jamais eu d'effet politique immédiat »

Bruno Frère

Chercheur qualifié du FNRS en sociologie et chargé de cours à l'Université de Liège. Ses travaux portent sur les nouveaux mouvements sociaux, l'économie alternative et solidaire, la tradition anarcho-libertaire et la critique sociale.

Manifester et faire grève sont les rares outils légaux à disposition des mécontents, constate Bruno Frère.

C'est un argument dans l'air du temps : manifester ou faire grève n'ennuie pas « les bonnes personnes ».

Depuis l'avènement de l'ère industrielle, et donc de l'économie capitaliste et de la société salariale, manifester n'a jamais eu d'effet politique immédiat. Et il n'y a aucune raison pour que ça en ait davantage aujourd'hui. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas manifester. Que du contraire. Evidemment qu'une grève, c'est ennuyant. Mais les gens sont capables de relativiser et de comprendre que les grèves ont souvent un bon motif. Et puis, on ne peut pas embêter les bonnes personnes, parce que c'est juridiquement interdit : on ne peut pas empêcher un débat parlementaire ni accéder à la propriété de patrons qui licencient. Et donc, puisque toute une série de moyens de contester sont interdits, que reste-t-il à part la manifestation ?

Quelle est leur fonction si elles n'ont pas d'effets ?

Symbolique : rassembler les troupes autour d'une question centrale pour manifester à un gouvernement un désaccord public profond. À ce titre, ça fonctionne toujours. Mais ça ne va certainement pas infléchir les politiques publiques. En réalité,

les syndicats défendent un modèle de société identique à celui des patrons, qui est le registre global de la société salariale. On est dans une sorte de quadrature du cercle un peu étrange. Or, on est entré dans une phase de l'économie mondiale où le travail n'a jamais été aussi précarisé, menacé. Sous couvert de libération du travail, on inflige aux travailleurs toute une série de mesures extrêmement violentes et qui le placent dans une situation de précarité. Il y a 30 ans, le burn-out n'existait pas. Aujourd'hui, les congés de maladie sont toujours plus longs, et on dit aux gens qu'ils vont devoir bosser jusqu'à leur tombe. Les raisons du mécontentement social sont diverses. Et les syndicats, qui étaient les acteurs centraux du XX^e siècle et de la société salariale, voient leur capacité à regrouper les travailleurs s'affaiblir.

Pourquoi, s'il y a tant de raisons d'être mécontent ?

Probablement parce qu'on entre dans une société qui n'est plus celle du salariat, mais du travail fractionné. Il y a de plus en plus de gens qui soit ne travaillent pas soit travaillent dans des emplois extrêmement précarisés, avec des statuts juridiques très diversifiés et qui n'ont donc plus d'identité collective qui leur permettrait de se rapprocher de l'identité de travailleur, de voir leurs intérêts communs et donc de manifester. L'ubérisation de

la société nuit au travail des syndicats, qui sont supposés parler au nom d'une classe. Mais elle n'existe plus. Résultat : les manifestations sont en réalité plus faibles. Les gens ne se vivent plus comme identiques les uns aux autres. Cela explique ces témoignages de gens qui râlent parce que les trains ou les bus ne roulent pas : ils ne retrouvent pas dans cette grève leur petit intérêt individuel.

Entrevoyez-vous des formes de mobilisation qui seraient plus efficaces dans le contexte que vous décrivez ?

Je continue à croire dans les institutions de la démocratie. Les débats publics sont cruciaux, notamment dans la presse. Et il existe des espaces d'autonomie, fragiles, mais qui doivent être valorisés. Par exemple les Zones d'autonomie à défendre (ZAD), comme celle créée à Haren, qui montrent qu'il y a toujours aujourd'hui des espaces collectifs d'expression. Il ne faut pas opposer les formes traditionnelles de contestation aux nouvelles. Le syndicalisme est né de l'existence d'une identité prolétarienne partagée par des dizaines de milliers de travailleurs. On n'a pas encore trouvé l'identité populaire du XXI^e siècle. Mais ça va peut-être finir par advenir autour de ce qu'on appelle le « précarariat ». ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

« Même si ce n'est pas toujours bien vu, l'action reste pertinente »

Pierre Verjans

Pierre Verjans est professeur de sciences politiques à l'Université de Liège et à l'Université du Nord-Kivu, au Congo.

Pour Pierre Verjans, la grève et la manif restent des armes pertinentes. Mais paradoxalement, elles peuvent légitimer des politiques que les protestataires combattent...

Descendre dans la rue ou perturber l'activité économique n'est pas toujours populaire. Ce mode de protestation est-il toujours pertinent en 2017 ?

Si ce n'est pas toujours bien vu, ça reste pertinent. L'objectif n'est pas de séduire l'opinion publique – même si ce serait plus agréable pour les gens qui manifestent ou qui font grève : il s'agit surtout de montrer à celui qui est responsable de l'efficacité du système que le système n'est efficace que si les travailleurs sont dedans ! Donc, la grève reste un outil très utile, mais ce n'est pas une arme optimale – souvent, les syndicats disent qu'ils y recourent à défaut d'autre chose. Et ce n'est qu'un outil dans la panoplie des réactions possibles : il y en a beaucoup d'autres, dont certains peuvent être plus utiles, selon les circonstances. La manifestation ou la grève sont du reste des droits qui, depuis 1919, sont très réglementés, au contraire d'autres actions qui peuvent paraître plus constructives ou sympathiques, comme le fait de ne pas faire payer les usagers des transports en commun, par exemple, qui posent toute une série de problèmes – comme la responsabilité du chauffeur en

cas d'accident par exemple, dans l'exemple que je viens de donner.

Une grève ou une manif complique inévitablement la vie des autres travailleurs...

Oui, cela génère automatiquement une série d'effets non désirés... mais c'est aussi vieux que la grève. Dès le XIX^e, il y a des gens qui venaient quand même travailler les jours de grève en expliquant que s'ils ne ramenaient pas leur franc payer le pain des enfants... Faire grève ou manifester a toujours été une action difficile, pas du tout évidente à mettre en place, et qui n'obtient pas facilement une adhésion de beaucoup de gens.

Les moyens de mobilisation « 3.0 » (sur les réseaux sociaux, les blogs, les forums, etc.) peuvent-ils constituer une alternative ?

Ça ne remplace pas une manifestation ou une grève, mais ça peut sans conteste avoir son importance. Cela dit, un outil comme la pétition a toujours été utilisé, il s'agit plus d'une modernisation de la formule. Mais dix mille signatures au bout d'une pétition ou dix mille personnes présentes physiquement dans la rue, cela ne représente pas le même degré de pression politique. Il y a une grande disproportion entre se mobiliser et se décider à aller

manifestier et signer un papier ou, encore plus, une pétition électronique... Cela dit, c'est utilisé. Je le redis, il existe un ensemble de ressources pour protester – et de nouvelles peuvent arriver, comme le boycott, par exemple, est arrivé à un moment donné.

Est-ce que l'on craint encore la grève du côté patronal et du côté politique ?

Il est clair que les patrons continuent à calculer le manque à gagner. Du côté des politiques, tout dépend des objectifs qu'ils poursuivent. Si on prend le cas de la manifestation en faveur des TEC de mercredi, avec les problèmes qu'elle a posés sur le réseau, il est clair que les partis qui défendent des services publics forts sont gênés. En revanche, pour ceux qui souhaitent plutôt leur privatisation, ce genre d'action peut permettre de mettre en avant des discours légitimant leur ligne politique. C'est évidemment le paradoxe de la protestation par grève ou par manifestation quand on est face à un gouvernement qui souhaite en fait privatiser : on lui donne des armes pour, en partie, légitimer ce qu'il a envie de faire. Maintenant, ce n'est pas parce que le gouvernement aurait envie de le faire qu'il a les moyens de le faire tout de suite... ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON